



## PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

### CCI - Rénovation & Aménagement : plateau 4, Ficus, accueil, verrière EVRY COURCOURONNES (91)

#### MAITRE D'OUVRAGE

CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE DE L'ESSONNE  
Hôtel Consulaire  
2 Cours Monseigneur Romero  
91000 EVRY COURCOURONNES

## COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

### PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - Canopy  
MODE ASMENGAR BERNARD  
6 rue du Général Audran  
92412 COURBEVOIE CEDEX

### PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - Canopy  
MODE ASMENGAR BERNARD  
6 rue du Général Audran  
92412 COURBEVOIE CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	21/11/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>8</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	9
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>10</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	10
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	10
3.3. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	11
3.4. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	12
3.5. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	12
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>16</b>
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	16
<b>5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>17</b>
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	17
<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>18</b>
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	18
<b>7. ANNEXES</b>	<b>19</b>
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	19

7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	23
7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	23
7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	23
7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	23

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

CCI - Rénovation & Aménagement : plateau 4, Ficus, accueil, verrière - EVRY COURCOURONNES (91)

**Descriptif de l'opération :**

2, cours Monseigneur Roméro - 91004 EVRY-COURCOURONNES CEDEX.

Rénovation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Essonne:

- Le réaménagement et la sécurisation du hall d'accueil,
- La restructuration des services du RDC,
- La restructuration complète du 4ème étage,
- La transformation de l'espace Ficus en salles de réunion,
- La réfection de la verrière.

**Calendrier :**

Date début des travaux : Cf. DCE

Durée totale des travaux : 10 mois

**Planning - Phasage de l'opération :**

Cf. planning DCE.

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Déclaration préalable

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.  
Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Demande d'autorisation de voirie

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Servitudes particulières

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
27	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
23	<p><b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b></p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
13	<p><b>CLOTURE DE CHANTIER</b></p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
3	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b>			



6	<p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
---	--	----------------	----------------	----------------

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
9	<p><b>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</b></p> <p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
14	<p><b>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</b></p> <p>Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier. Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
30	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b> <b>Fléchage, signalisation</b> Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
16	<b>CIRCULATION DES PIETONS</b> Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
31	<b>Fléchage, signalisation</b> Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons. Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
8	<b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b> La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

#### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b>			

11	<p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
20	<p><b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b></p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention.</p> <p>Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.3. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
29	<p><b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b></p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.</p>	<p>Compte prorata</p> <p>GROS OEUVRE</p> <p>Toutes entrep.</p>	GROS OEUVRE	Durée chantier
	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</b>			

2	<p>Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier.</p> <p>Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants.</p> <p>Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
---	---	----------------	----------------	----------------

### 3.4. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
21	<p><b>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</b></p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un <b>même</b> équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les <b>règles d'organisation</b> indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.5. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b>			

18	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
19	<p><b>RISQUES LIES AUX ACCES A DES PARTIES D'OUVRAGE INACHEVEES</b></p> <p>Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, <b>en raison de son caractère inachevé</b>, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.</p> <p><b>Son accès sera interdit</b> par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc....</p> <p>L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'oeuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
12	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b></p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p> <p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b></p>			

15	La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
22	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS</b> Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
1	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b> Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
10	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIERS, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</b> Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage <b>solidement fixé</b> (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4	<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b> Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>• en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>• en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>• en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>• en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b>			

26	<b><u>Nuisances dues au bruit :</u></b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p>Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants.</p> <p>Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p><b><u>Nuisances dues aux poussières :</u></b></p> <p>Limitier les travaux occasionnant la production de poussières.</p> <p><b><u>En cas d'impossibilité :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>• humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>• aspirer les poussières à la source.</li> </ul>			

## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
32	<b>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES</b> Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	GROS OEUVRE Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Durée chantier



## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
24	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b> Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurisé à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
5	<b>ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS</b> Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention.</li> <li>l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent.</li> </ul> Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
7	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b> Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
28	<b>TRAVAILLEURS ISOLES</b> <b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
17	<b>PPSPS</b> Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
25	<b>INSPECTION COMMUNE</b> Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE DE L'ESSONNE Hôtel Consulaire 2 Cours Monseigneur Romero 91000 EVRY COURCOURONNES France		
Maître d'ouvrage personne physique	CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE DE L'ESSONNE Hôtel Consulaire 2 Cours Monseigneur Romero 91004 EVRY COURCOURONNES France	M. GUELLAEN Erwann	0630549702 e.guellaen@essonne.cci.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Canopy 6 rue du Général Audran 92412 COURBEVOIE CEDEX France	M. MODE ASMENGAR BERNARD	01 60 91 86 88 06 50 03 24 17 bernard.mode_asmengar@apave
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Canopy 6 rue du Général Audran 92412 COURBEVOIE CEDEX France	M. MODE ASMENGAR BERNARD	01 60 91 86 88 06 50 03 24 17 bernard.mode_asmengar@apave

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DRIEETS ILE DE FRANCE Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Essonne 98 Allée des Champs Elysées CS 30 491 Courcouronnes 91010 EVRY- COURCOURONNES CEDEX France	M. NGAMO-NGELEBEYA Mickaël	0178054177 ddets-uc2@essonne.gouv.fr
DDTEFP	DRIEETS ILE DE FRANCE Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Essonne 98 Allée des Champs Elysées CS 30 491 Courcouronnes 91010 EVRY- COURCOURONNES CEDEX France		0178054177 ddets-uc2@essonne.gouv.fr
CRAM	CARSAT / CGSS 91 507, place des champs elysées 91026 EVRY CEDEX France		0160776000 0160771005 prevention91.cramif@assurance- maladie.fr
CRAM	CARSAT / CGSS 91 507, place des champs elysées 91026 EVRY CEDEX France	M. BARGE Claudine	0160776000 0160771005 prevention91.cramif@assurance- maladie.fr
OPPBTP	OPPBTP 1 rue Heyrault 92100 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX France	M. GOMEZ Emilio	0170955699 0617362914 emilio.gomez@oppbtp.fr
OPPBTP	OPPBTP 1 rue Heyrault 92100 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX France		0170955699

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
02	CHARPENTE METALLIQUE- COUVERTURE-MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
03	CHARPENTE BOIS	<i>Non désigné</i>							
04	PLANCHER TECHNIQUE	<i>Non désigné</i>							
05	CLOISONS MOBILES	<i>Non désigné</i>							
06	PLATRERIE-FAUX PLAFOND- MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
07	PEINTURE & REVETEMENT DE SOLS	<i>Non désigné</i>							
08	ELECTRICITE CFO-CFA & SSI	<i>Non désigné</i>							
09	CVC & PLOMBERIE	<i>Non désigné</i>							

## 7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- Cf. planning DCE.

## 7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- Cf. projet de PIC.

## 7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- Cf. DCE.

## 7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels